

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Antenne de Bayonne  
6, Allées Marines  
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 30/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE DE TRANSIT ET MANUTENTION BASQUE**

ROUTE DE LA BARRE  
40220 Tarnos

Code AIOT : 0003105450

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2026 dans l'établissement SOCIETE DE TRANSIT ET MANUTENTION BASQUE implanté Route de l'Industrie Lot 27 40220 Tarnos. L'inspection a été annoncée le 30/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Par récépissé de déclaration en date du 4 juillet 1985, la société SOTRAMAB, a été autorisée à exploiter un hangar de stockage dénomé "Lot 27", sur la commune de Tarnos. Cette installation n'est plus classée au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

A la suite d'une plainte téléphonique nous nous sommes rendus sur place pour faire les constats détaillés au niveau de la fiche n° 1.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE DE TRANSIT ET MANUTENTION BASQUE
- Route de l'Industrie Lot 27 40220 Tarnos

- Code AIOT : 0003105450
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOTRAMAB exploite un hangar servant au transit de produits minéraux depuis 1985, dénommé « Lot 27 ».

#### **Contexte de l'inspection :**

- Plainte

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2017, article R. 511-9	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation ne relève plus de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/10/2017, article R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, classement des activités
<b>Prescription contrôlée :</b> Classement des installations
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 30 janvier 2026 nous avons été contactés par téléphone, à 11 h 19, par la cellule risques accidentels 64 du pôle risques accidentels de l'unité bi-départementale des Pyrénées-Atlantiques et des Landes à la suite d'une plainte reçue le même jour concernant des émissions de poussières au niveau du hangar appelé "lot 27" de stockage de produits minéraux situé sur la zone industriel de Tarnos, rue de l'industrie.</p> <p>La plainte provient d'une personne qui réside au niveau de l'aire d'accueil de gens du voyage, située au voisinage du hangar exploité par la société SOTRAMAB.</p>

Hangar SOTRAMAB

Terrain a été aménagé pour accueillir les gens du voyage



Nous nous sommes rendus sur place à 11 h 55 et avons pris des photos :



**Constat 1 :**

Nous n'avons pas constaté d'émissions de poussières provenant du hangar « Lot 27 ». Il n'y avait pas d'opération de chargement ou de déchargement lors de notre visite.

**Constat 2 :**

Nous avons constaté l'exploitation par la société SOTRAMAB d'un hangar servant au transit de produits minéraux.

Ce hangar a été soumis à déclaration (récépissé du 4 juillet 1985) sous le numéro de rubrique n° 1331-III (rubrique supprimée le 03 mars 2014) : stockage d'engrais solides contenant une certaine teneur due au nitrate d'ammonium).

Pour répondre aux besoins de leurs clients et s'adapter à l'évolution de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, la société SOTRAMAB a modifié ses activités sur son installation, LOT 27, en 2014.

Depuis 2014, sur ce site, il n'y a plus que du stockage de produits minéraux, correspondant à la rubrique 2517.

Lors d'une précédente visite d'inspection, en date du 19 novembre 2019, il avait été constaté que la superficie du hangar est de 4 870 m<sup>2</sup>.

Or, la rubrique 2517 de la nomenclature des installations classées soumet les installations de transit de produits minéraux lorsque la surface exploitée est supérieure à 5 000 m<sup>2</sup>.

Il avait donc été acté, au travers du rapport d'inspection en date du 15 janvier 2020, que **le hangar exploité par la société SOTRAMAB n'est plus classé au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.**

**Dans ces conditions, la plainte ne relève pas du champ de compétence de la police spéciale des installations classées pour la protection de l'environnement.**

**Type de suites proposées :** Sans suite